

**Commission Nationale
de Contrôle Financier**

**Rapport de la commission
Jean-Marc COPPOLA**

Conseil national du 29 mars 2008

Tout d'abord permettez-moi de remercier les membres de la commission avec qui j'ai travaillé pour vous présenter ce rapport.

Je voudrais remercier également le trésorier Jean-Louis Frostin et son équipe, Serge, Monique pour leur disponibilité à fournir les éléments nécessaires au travail de la commission.

Je dois formuler, auprès de vous, des excuses pour les quelques mois de retard à vous présenter ce rapport.

Un retard dû à une année 2007 particulière, la présidentielle, les législatives, la préparation du congrès avec l'étape de l'Assemblée extraordinaire que nous avons tenue en décembre, puis les élections de ce début d'année.

C'est la raison pour laquelle je vous présente aujourd'hui, des éléments portant sur la gestion financière et la réalisation du budget 2006 du Conseil national, puis lors du congrès de la fin de cette année, nous aurons à certifier les comptes des années 2005, 2006 et 2007.

I- Permettez-moi un bref rappel sur la fonction de la Commission Nationale de Contrôle Financier.

Cette commission doit établir et contrôler la concordance entre la comptabilité et la présentation synthétique qui doit en être faite dans un document, accompagnée de quelques appréciations politiques.

Il ne s'agit pas d'un contrôle permanent des finances, mais un contrôle à posteriori de la conformité politique des comptes.

En effet les évolutions de la législation sur le financement des campagnes électorales et des comptes des partis politiques font que, depuis 1989, la sincérité de la comptabilité générale est établie par deux commissaires aux comptes ; ceux-ci sont transmis à la commission nationale des comptes de campagne et des financements des partis politiques (CNCCFP), puis le journal officiel en fait la publicité.

Il s'agit donc de dépasser une conception budgétaire qui ne renvoyait qu'à une « vision utilitaire » du type « toutes les dépenses sont possibles, parce que nécessaires, les moyens devant alors forcément suivre ».

Et dans la dernière période - tendue financièrement - il n'a pas été seulement recherché à inverser la tendance lourde du déficit structurel, mais il a été recherché de construire un budget équilibré, en anticipant le financement des initiatives et des campagnes électorales. Et si je prends l'anticipation pour la Présidentielle et les résultats positifs des dernières élections, tout cela nous donne un peu d'oxygène qui nous manquait lors des précédents scrutins.

II- Un bilan politique

Bien que notre contrôle s'effectue sur les comptes du Conseil national, nous voulons apporter une appréciation globale sur les finances de l'ensemble du Parti, c'est-à-dire le Conseil National, les Fédérations et les sections.

Je dois dire qu'à partir du bilan d'ensemble présenté depuis 4 ans, nous avons chaque année une meilleure visibilité politique d'ensemble, par une meilleure prise en compte des réalités des Fédérations, leurs besoins, leurs attentes mais aussi les potentialités existantes.

Ainsi si nous constatons moins de marges de manœuvre au niveau de la trésorerie nationale, nous décelons un potentiel de moyens important par des liens renforcés entre les différentes structures du Parti.

Ce qui pousse à continuer de nous interroger de façon renouvelée sur la bataille financière autour de 2 axes :

1. Le renforcement des liens entre Conseil National et Fédérations et vice versa
2. L'examen des liens entre les Fédérations (par exemple à l'échelle d'une Région...)

Nous observons également une augmentation des dettes de cotisations des Fédérations à l'égard du CN et dans le même temps un rattrapage des Fédérations vis-à-vis des sections.

Cela témoigne d'une volonté d'aider les sections, et d'anticiper le coût de l'activité politique à venir.

Pour autant nous ne pouvons laisser la situation en l'état, puisque nous constatons que le Conseil National supporte un tiers des difficultés de trésorerie des Fédérations, avec des inégalités entre Fédérations.

Cela exige tout à la fois de mieux élaborer les budgets dans les Fédérations et de bien penser – à tous les niveaux – aux dépenses lorsque l'on décide une initiative, et surtout qui finance.

C'est d'abord une question politique pour mieux associer en amont l'ensemble des communistes, l'ensemble du Parti avant d'être une question financière. Mais c'est aussi une question financière.

C'est à l'aune des objectifs que nous nous sommes fixés et de ces quelques éléments qu'il faut apprécier le bilan présenté.

C'est le produit des efforts engagés par tout le parti, à tous les niveaux, qui portent de fait, la marque de l'originalité de notre parti, de son activité ancrée dans les profondeurs de notre peuple.

Je voudrais par votre intermédiaire saluer le rôle des trésorières et les trésoriers, un rôle essentiel, un rôle souvent ingrat, dans l'ombre, qui n'est pas un rôle comptable, mais qui doit être pris comme une aide au développement d'initiatives, comme un moyen de rayonnement de notre politique.

Je voudrais saluer aussi le travail des collectifs financiers, que nous voulons inciter à démultiplier et qu'il est utile de revaloriser à tous les niveaux.

Ainsi, grâce à cette meilleure prise en compte à tous les niveaux et malgré l'intense activité – congrès, élections nationales et locales...- les charges ont été sensiblement réduites afin de faire face à des impératifs.

Les comptes témoignent d'une amélioration sensible de la situation financière, tout à la fois, par une meilleure maîtrise des dépenses, que l'on peut là aussi mettre à l'actif du secteur financier, ainsi que du « pôle moyen du Conseil National » et par un effort significatif sur les recettes que l'on doit à l'ensemble du parti, des militants et des structures.

Le niveau de certaines inégalités (concernant l'anticipation, la politique budgétaire, l'endettement, la bataille financière...) qui perdurent nécessite que nous consolidions le redressement engagé et la politisation de la question financière – qui reste encore parfois trop une question comptable - afin de dégager des marges pour une activité communiste renforcée.

Si 2005, enregistre un léger excédent pour la 2^{ème} année consécutive, 2006 est donc une année d'équilibre avec un faible déficit de 210.436 €.

Ainsi demeure plus que jamais la nécessité de constituer un fonds de roulement pour ne pas recourir à des découverts bancaires – avec le paiement des intérêts qui en découle - dans l'attente du versement de l'aide publique. Cela est possible en rendant déjà effectives nos provisions prévues dans les budgets et ainsi ne pas faire supporter sur un seul exercice des coûts élevés lorsqu'il s'agit d'initiatives prévisibles comme nos Congrès, les élections... Ce fonds de roulement permettrait également que le déploiement des activités ne soit pas hypothéqué par une trésorerie insuffisante.

III- Concernant l'étude des comptes 2006 dans le détail

Nous avons plus regardé la structuration du budget 2006, que les chiffres

A- D'abord l'examen des recettes basées sur les cotisations, les indemnités et la souscription

Je voudrais d'abord souligner d'une manière générale, que les recettes sont le reflet de la dynamique de notre politique, un des outils de mesure de notre activité, et d'évaluation de notre rapport aux adhérentes et aux adhérents, aux élu(e)s, ainsi qu'aux citoyennes et aux citoyens.

Au niveau des cotisations

La comparaison avec l'année 2005 montre une progression de 4 126 €, pour atteindre un montant de 1.604.126 €.

Ce poste représente 13 % des recettes du Conseil National.

A travers cette part, voyons bien le lien adhérents / activité, car s'il est faible en masse, il est important politiquement. C'est tout à la fois un rapport à la vie et au rayonnement du Parti communiste et un rapport à l'intime de chaque adhérent, à la vie personnelle, à l'argent.

C'est aussi un rapport à la souveraineté des adhérentes et des adhérents, donc à la démocratie. Ainsi derrière une cotisation, il y a une actrice ou un acteur de l'activité de proximité.

Enfin, les cotisations structurent les autres lignes de recettes (souscriptions et reversements des indemnités)

Un mot sur les prélèvements automatiques – dont il faut voir l'évolution au fil des années dans le rapport, nombre de prélèvements, montant des prélèvements, nombre de cotisants - ils ne remplacent pas le lien indispensable entre le parti et les adhérents, d'ailleurs il n'est pas fait pour cela.

L'objectif au niveau des cotisations est que le plus grand nombre cotise, en fonction du barème et des ressources de chacune et chacun. C'est une décision de Congrès sur laquelle il nous faut sans cesse attirer l'attention afin de prendre les dispositions de la faire vivre.

Les contributions des élus

Cette ligne représente 36 % des recettes du CN.

2006 montre un recul par rapport à 2005 de 333.321 € dû à des évolutions de situations personnelles, des évolutions de dépenses qui n'existaient pas en 2005 et ne nous le cachons pas des difficultés politiques se traduisant parfois par des décisions unilatérales de la part de camarades. D'où l'intérêt sans doute de poursuivre voire d'améliorer le lien entre le CN, le Parlementaire et la Fédération concernée.

En ce qui concerne le reversement des indemnités des élus, je voudrais souligner pour la valoriser, cette démarche singulière à laquelle participe la quasi-totalité de nos élus.

Mais en ce domaine et peut être plus que d'autres, rien ne se décrète, rien ne se fait d'autorité, et l'efficacité passe par le débat, la conviction, la prise de conscience et l'engagement moral d'être cohérent avec un militantisme désintéressé au service de l'intérêt général et aux services du bien être des femmes et des hommes.

La souscription

A hauteur de 18 %, ce poste, qui est un indicateur de notre lien à la population, est en stagnation par rapport à 2005, mais il est en progression de 219.436 € par rapport à la prévision.

J'attire votre attention sur le fait que la souscription réalisée au niveau du Conseil National repose sur 5 à 8000 souscripteurs, et là nous voyons bien qu'il y a une source de développement possible avec un engagement des Fédérations. Par exemple en gagnant entre 10 et 100 souscripteurs au niveau de chaque Fédération, en fonction de la taille, on doublerait le niveau de la souscription nationale.

La démarche à encourager est donc celle de l'établissement de contrats avec les Fédérations, à partir d'un engagement partagé et d'un accord mutuellement avantageux.

Il nous faut donc pousser à l'animation d'une campagne militante pour développer les initiatives à la fois de rencontres et de sollicitations de nouveaux souscripteurs, car il faut se le dire, il n'est pas rare de voir une personne souscrire plusieurs fois.

L'aide publique

Ce poste représente 31 % des recettes, contre 36 % du total des produits en 2002, et environ 30 % en 2003 et 2004, suite à la perte de voix et de sièges au cours des élections intermédiaires.

La différence avec l'année précédente vient de l'attribution en 2005 de 800.000 euros versés pour la campagne du référendum sur le Traité constitutionnel européen.

En conclusion de la partie recettes, tout le monde aura compris, qu'il s'agit de mieux asseoir la structure de nos budgets sur les autres composantes que cette aide, au risque de se retrouver devant de véritables contraintes pour toute notre activité.

Ce qui ne signifie pas d'abandonner la bataille politique nécessaire à mener pour gagner les moyens de la démocratie, le statut de l'élu et du militant associatif.

D'ailleurs les dernières échéances électorales ne confirment-elles pas la profondeur de crise de la politique, une démocratie bien malade, avec un fossé qui se creuse entre les citoyennes, les citoyens et le pouvoir en place, pendant que des sommes publiques pharamineuses sont dépensées en communication, strass et paillettes pour in fine ne pas répondre aux attentes de nos concitoyens et aux urgences sociales.

Si vous avez bien compté les différentes parts, il manque 2 % qui représentent des recettes diverses d'un montant de 248.937 euros, supérieur de près de 100.000 euros au montant prévisionnel.

B- Sur la partie dépenses

Je rappelle qu'il s'agissait de conserver la maîtrise économique et financière des activités propres à maintenir nos ambitions à un niveau élevé.

Avec des recettes moins importantes, et une diminution des dépenses, il convenait surtout de les réorienter pour « mieux financer l'activité et moins la structure ».

Je voudrais souligner l'effort fourni dans l'aide aux fédérations (+ 10 %), dans l'aide à l'activité parlementaire qui est stable, et dans les moyens accordés pour l'information et la formation (+ 47 %).

Nous notons le souci de rigueur, la nécessité d'une évaluation permanente de nos recettes ET de nos dépenses ; et la recherche d'une responsabilisation toujours plus collective, au-delà du collectif finance.

Nous pouvons dire que pour le budget 2006, les engagements pris ont été tenus à hauteur de :

- 49 % pour l'activité et l'initiative politique
- 23 % pour les salaires et cotisations sociales
- 28 % pour le fonctionnement et les charges fixes, cette dernière composante est d'ailleurs en baisse par rapport aux années précédentes.

Concernant les perspectives

La Commission souhaite attirer votre attention, sur le fait que nous ne pouvons pas rester à un budget de communication de 1 million d'euros.

Certes la part de charges fixes reste encore trop importante (il ne s'agit pas de mettre en danger la structure), mais il faut tout à la fois des moyens pour la structure indispensable pour l'activité et rééquilibrer le rapport Fonctionnement / Communication, cette dernière étant essentielle dans l'activité de notre Parti.

Pour l'année 2007

Elle est caractérisée par un Plan d'urgence qui découle des résultats des élections présidentielle et législatives. Proposé au 2^{ème} semestre 2007, il a permis environ 1 million d'euros d'économies.

Malgré des provisions, il nous faut prendre en compte la perte de 5 députés rattachés au PCF, et ainsi intégrer une perte de recettes de 400 000 € par an.

Il nous faut également intégrer des impasses de trésorerie, récurrentes depuis plusieurs années comme :

- Le déficit de la SICC (Société immobilière Carrefour de Châteaudun) = 1,2 à 1,5 M€, d'où le versement de trésorerie du Conseil National de l'ordre de 750.000 euros à 1 million d'euros
- L'endettement global des Fédérations à l'égard du Conseil National au cours des 2 dernières années et malgré des rencontres et des efforts faits qui s'élève à 1,8 millions d'euros

Enfin s'il faut bien reconnaître que beaucoup d'efforts ont été faits depuis 2000, aujourd'hui l'économie nécessaire s'élève à 3,1 millions d'euros par an sur un budget de 12 M€ (si nous prenons le budget réalisé 2006), soit près d'un quart d'économie.

En 2008 notre budget est en dessous de la barre des 10 M€

Nous notons que l'effort continue d'être porté sur la masse salariale pour passer de 44 à 37 % du budget.

Mais nous notons aussi une gestion plus rigoureuse par :

- La restructuration de notre presse, la suspension de Transparence
- Une nouvelle organisation du travail interne à la direction nationale
- La libération de 2 étages du siège pour louer et ainsi augmenter les recettes

Ces éléments sont une invitation à travailler autrement et à traduire ces contraintes en dynamique positive, en s'appuyant sur ce que la Commission souligne :

- les efforts faits amènent des résultats
- la tenue des engagements est une pratique à poursuivre
- et la réalisation des initiatives offensives sur les recettes et la nouvelle politique financière sont à amplifier

Ce rapport suivi d'un débat doit déboucher sur une validation politique

Avec tous ces éléments la Commission propose que nous donnions quitus au trésorier national en exercice pour l'année 2006, en attendant, je le répète l'examen de la période 2005 – 2007 lors de notre prochain Congrès qui se tiendra à la fin de cette année.